

Histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande : bilan et perspectives (1968-2027)

Coord. : Patrick Auderset, Frédéric Deshusses, Alix Heiniger, Anne-Valérie Zuber

Quatre décennies après la fondation de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), éditrice de ces Cahiers ; deux décennies ans après le colloque international « Archives histoire et identité du mouvement ouvrier », un bilan semble s'imposer. Où en sommes-nous de l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier ? Quelles sont les ressources – archivistiques, financières, institutionnelles, scientifiques, militantes – pour cette étude ? Comment sont produits les récits qui nourrissent aujourd'hui les mobilisations pour améliorer les conditions de vie et de travail ? Un premier bilan historiographique a été publié par Laure Piguet dans un récent numéro de *Traverse : revue d'histoire*.¹ À l'initiative du Collège du travail et des Archives contestataires, une tentative d'état des lieux collectif a été proposée au public à l'automne 2025.² En s'appuyant sur ces premiers essais, le numéro 43 des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier voudraient à leur tour offrir un bilan et des perspectives en matière d'histoire du mouvement ouvrier en Suisse.

La période retenue, 1968-2027, constitue, selon nous, un cycle cohérent. Sur le plan de l'objet d'étude, 1968 imprime une césure dans les mobilisations politiques et sociales, tandis que les années 1970 marquent l'apogée d'une crise du capital qui modifie en profondeur l'organisation du travail industriel et les organisations des travailleuses et travailleurs. La désindustrialisation, entendue comme déplacement de main-d'œuvre vers le secteur tertiaire et liquidation d'outils de production, fait basculer les trois piliers traditionnels du mouvement ouvrier (partis, syndicats, coopératives) dans une nouvelle ère.

La crise des années 1970 conduit à la prise de conscience de la disparition d'un univers de production, de ses acteurs, de ses savoir-faire, de ses sites et plus largement d'une culture ouvrière et industrielle. Elle provoque une sorte de frénésie mémorielle et suscite le développement de nombreuses initiatives visant à en préserver les traces. En Suisse romande, on mentionnera la création à Genève du Collège du travail en 1978 et de l'Association pour le patrimoine industriel en 1979 ; à Lausanne de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, en 1980. Ce besoin mémoriel répond également aux transformations profondes que la croissance économique de l'après-guerre a provoqué dans la société suisse et la classe ouvrière. Lors de sa fondation, le Collège du travail défend ainsi la nécessité de sa création en affirmant que : « De plus en plus, le peuple recherche ses origines et son identité, il désire connaître les étapes de ses luttes, les souffrances qui ont jalonné la route de ses conquêtes vers plus de justice sociale, de liberté, de mieux-être. »³

Ces positions se développent en miroir dans le champ historiographique, où se cristallisent également deux tendances. D'une part, une historiographie qui cherche sa validation dans le champ académique et demeure difficile à approprier pour le mouvement ouvrier⁴. D'autre part, une deuxième tendance cherche, avec un succès souvent limité, à tisser des liens avec le mouvement

¹ Piguet Laure, « Pour un réengagement de l'histoire du travail (ou Update 2024) », 01.07.2024. En ligne : <<https://doi.org/10.5169/SEALS-1074661>>, consulté le 01.10.2025.

² Archives contestataires et Collège du travail, *Rencontres-débat « Se mobiliser autour du travail : faire l'histoire et l'écrire »*, 31 octobre et premier novembre 2025, Genève. En ligne : <<https://archivescontestataires.ch/home/se-mobiliser-autour-du-travail>>

³ « A tous les amis du mouvement ouvrier genevois », 1978.

⁴ Gautschi Willi, *Der Landesstreik 1918*, Zürich, Benziger, 1968 ; Gruner Erich, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz, 1880-1914 : soziale Lage, Organisation und Kämpfe von Arbeitern und Unternehmern, politische Organisation und Sozialpolitik*, Zürich, Chronos, 1987 ; *Un parti sous influence : le Parti Communiste Suisse, une section du Komintern : 1931 à 1939*, Lausanne, Suisse, L'Age d'Homme, 1994.

syndical ou les mouvements sociaux, tout en répondant de plus en plus aux standards académiques⁵. L'évolution des présents *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* est d'ailleurs significative à cet égard. Cette période amène également de nouvelles perspectives méthodologiques avec notamment le développement de l'histoire orale⁶, des approches du genre⁷ et de la vie quotidienne⁸.

La chronologie 1968-2027 nous semble également pertinente dans le domaine de la collecte et du traitement des archives. La dimension nationale des Archives sociales suisses à Zürich est reconnue officiellement et financièrement pour la première fois en 1974 par une décision du Conseil fédéral. Cela conduira à la professionnalisation de l'institution et à donner aux collections d'archives un caractère central. Trente ans plus tard, le colloque « Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier », cherchait à faire reconnaître la nécessité d'un soutien matériel aux organisations préservant les archives ouvrières, notamment en Suisse romande⁹. L'absence de soutien financier de la Confédération limite la capacité d'action en matière de collecte et de conservation. Aujourd'hui, l'accession de deux centres d'archives (Gosteli-Archiv et Archiv für Agrargeschichte) à une reconnaissance fédérale au titre de l'article 15 de la Loi sur l'enseignement, la recherche et l'innovation (LERI) semble indiquer qu'une nouvelle période s'ouvre. Quelles ressources peut-on espérer dans ce contexte nouveau pour rendre plus accessibles les fonds d'archives et la documentation non encore traitée du mouvement ouvrier ? Comment stimuler les recherches dans ce secteur ?

Le numéro 43 des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier voudrait à la fois revenir sur ce demi-siècle d'histoire en nuancant le portrait grossier qui vient d'en être dressé, mais également envisager l'avenir. La professionnalisation accrue des champs syndical et académique, la concentration du pouvoir dans les instances nationales des syndicats, les effets du néolibéralisme sur le monde du travail et notamment sur le secteur de la recherche pourraient en effet conduire historien·nes et archivistes de ces mouvements à reconsidérer leurs pratiques, leurs méthodes et leurs objets d'études. Le numéro 43 des Cahiers voudrait inclure les échos de ces questionnements. Ce numéro voudrait aussi valoriser des approches critiques du chemin parcouru entre 1968 et aujourd'hui.

Dans ce cadre chronologique et dans le contexte géographique de la Suisse, ce numéro s'articulerait autour de quatre axes :

1) Mélancolie de gauche et désindustrialisation : exposer les traces d'un monde qui disparaît.

Dans le domaine du mouvement ouvrier, le tournant mémoriel de l'historiographie française s'est récemment figé dans la notion de « mélancolie de gauche » qui constituerait une « tradition cachée » des mouvements émancipateurs.¹⁰ Mais cet attachement à la défaite, dont la notion de désindustrialisation est un avatar, rend difficile de considérer et de discuter la transformation et l'intégration de certaines fractions de la classe ouvrière et singulièrement des fractions les plus

⁵ Garbani Philippe et Schmid Jean, *Le syndicalisme suisse : histoire politique de l'Union syndicale*, Lausanne, éd. d'en bas, 1980 ; Denisart Madeleine et Surchat Jacqueline, *Le Cigare et les fourmis : aperçu sur l'histoire des ouvrières vaudoises l'exemple de Vevey et Nyon*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1987 (Collection Histoire populaire) ; Studer Brigitte et Vallotton François, *Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique, 1848-1998*, Lausanne (Suisse) Zürich, Ed. d'en bas Chronos verl, 1997 ; Steinauer Jean et Allmen Malik von, *Changer la baraque : les immigrés dans les syndicats suisses, 1945-2000*, Lausanne, En bas, 2000.

⁶ Christiane Wist, *Ils ont bâti la ville : Genève 1920-1940. Les ouvriers et artisans racontent*, Collège du travail, Genève, 1989. Collège du travail, *Souvenirs de trois ouvriers et d'un technicien de Sécheron, 1946-1989*, Genève, 1995 ; Schmid Pierre, *Pierre Schmid, souvenirs d'un syndicaliste FTMH*, Collège du travail, Genève, 2002.

⁷ Gaillard Ursula et Mahaim Annik, *Retards de règles : attitudes devant le contrôle des naissances et l'avortement en Suisse du début du siècle aux années vingt documents*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1983 (Histoire populaire).

⁸ Christine Détraz (dir.), *C'était pas tous les jours dimanche... Vie quotidienne du monde ouvrier : Genève 1890-1950*, Musée d'ethnographie de Genève et Collège du travail, Genève, 1992.

⁹ De Giorgi Alda et Heimberg Charles, *Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier*, Genève, Collège du travail, 2006.

¹⁰ Traverso Enzo, *Mélancolie de gauche : la force d'une tradition cachée, XIXe-XXIe siècle*, Paris, la Découverte, 2018.

formées et les plus investies dans le mouvement ouvrier qui ont rejoint la très large « classe moyenne » suisse. Les initiatives identitaires de la fin des années 1970 et du début des années 1980 ont-elles contribué à forger une historiographie de la défaite, et si oui, avec quelles conséquences pour les mouvements ? Comment les pratiques associées au patrimoine industriel se sont-elles développées en Suisse romande et comment s’inscrivent-elles ou non dans cette valorisation de la « mémoire des vaincus » ? Comment les initiatives mémorielles et historiographiques des syndicats se sont-elles transformées entre 1968 et aujourd’hui ?

2) Nouvelles perspectives de recherches : du mouvement ouvrier aux mouvements sociaux ?

Quelles sont les nouvelles questions de recherche qui émergent dans le contexte présent ? Le renouveau de la sociologie des organisations ouvrières en France¹¹ a-t-il des échos dans l’historiographie en Suisse ? Quel est le bilan des approches transnationales qui marquent le début des années 2000 ? Absorber l’histoire du mouvement ouvrier dans celle plus large des mouvements sociaux est-il une manière de sauver la première de l’oubli ou du désintérêt et quelles perspectives de recherche nouvelles offre-t-elle ?

3) Professionnalisation et spécialisation : qui écrit l’histoire, pourquoi et pour qui ?

En l’absence de chaire universitaire, d’institut de recherche ou de fondations historiques accolées aux institutions du mouvement ouvrier, l’histoire de ce mouvement demeure une pratique marginale du champ académique et des champs syndical et politique. Quels sont les parcours typiques des historien·nes du mouvement ouvrier en Suisse ? Quelles sont les conséquences historiographiques de ces parcours ? Quelle est la place de la production historiographique dans les institutions de formation syndicale ou politique ? Comment expliquer l’absence d’institutions de recherche liées aux syndicats ou au Parti socialiste ? Quelles sont les ressources documentaires mobilisables pour l’histoire du mouvement ouvrier ? Comment sont-elles préservées et dans quels buts ?

4) Histoire publique et transmission : quelles voies empruntent l’histoire et la mémoire en dehors du champ académique ?

Quelle est la place de la production historique et mémorielle du mouvement ouvrier dans l’espace public hier et aujourd’hui ? Quelles formes prend-elle en dehors des publications écrites (musées, littératures, podcasts et autres) ? Comment la fabrication de ces objets d’histoire et ces pratiques peuvent-elles être elles-mêmes questionnées ?

Les propositions de contributions (titre et résumé de 1000 signes, références bibliographiques non comprises) sont à envoyer au plus tard le 31 mai 2026 aux quatre adresses suivantes : [frederic.deshusse\(at\)archivescontestataires.ch](mailto:frederic.deshusse(at)archivescontestataires.ch) ; [patrick.auderset\(at\)ik.me](mailto:patrick.auderset(at)ik.me) ; alix.heiniger@unifr.ch; [info\(at\)aehmo.org](mailto:info(at)aehmo.org)

La décision de la rédaction suivra. Les articles devront être rendus le 1er décembre 2026 au plus tard. Une nouvelle version tenant compte des propositions de modifications devra parvenir à la rédaction le 1er février 2027. Les articles comptent entre 25 000 et 30’000 signes (notes et espaces compris). Des illustrations de bonne qualité sont bienvenues.

Patrick Auderset, Frédéric Deshusses, Alix Heiniger, Anne-Valérie Zuber

¹¹ Gourgue Guillaume et Quijoux Maxime, « Le syndicalisme comme combat économique : pour en finir avec le “tabou de la gestion” », in : Le syndicalisme est politique ! Questions stratégiques pour un renouveau syndical, La Dispute, 2023, pp. 99-124 ; Bérout Sophie, « La pertinence heuristique du concept de champ syndical », in : Bourdieu et le travail, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015 (Le sens social), pp. 323-339.